

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE DE CAL&F

Les données personnelles constituent aujourd'hui une ressource précieuse qui doit être protégée. C'est pourquoi la protection des données est primordiale pour CAL&F ainsi que pour toutes les entreprises affiliées. Par le biais de la présente Politique de vie privée, nous vous informons de manière transparente de la façon dont est organisée la protection des données chez CAL&F. CAL&F traite différentes données de différents groupes de personnes (plus de détails sur le dessous de la présente Politique de vie privée). Le traitement des données comprend l'effacement, la conservation, la collecte, l'utilisation ainsi que le transfert des données.

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A - Belgium Branch est une succursale de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., dont le siège est situé en France. Pour cette raison, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est la responsable du traitement des données.

Adresse

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A - Belgium Branch,
Rue du Trône 60 / Troonstraat 60
1050 Ixelles, Bruxelles
Belgique

Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) : n°0789.250.693

Représentant légal

Jens Hoter

Responsable du traitement / siège social

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.
12 Place des Etats-Unis
92548 Montrouge
France

Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre : numéro 692 029 457

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est une société d'affacturage (services financiers) dont le siège est situé à Montrouge (France) et est une filiale de la banque Crédit Agricole S.A., dont le siège principal est situé à Montrouge, France.

Coordonnées du Délégué à la Protection des Données de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.

Blaise Diagne
Data Protection Officer
50 Av. Jean JAURES 92120 Montrouge
France
DPO-calf@ca-lf.com

En cas de questions concernant la présente Politique de vie privée, n'hésitez pas à contacter le Délégué à la Protection des Données.

1. Groupes de personnes concernées et catégories de données collectées

Nous collectons des données personnelles / des catégories de données de catégories de personnes (les « personnes concernées ») dont les données sont nécessaires pour réaliser la finalité poursuivie dans le cadre de nos activités professionnelles (comme indiqué plus loin dans la rubrique « Base légale de traitement, finalité, conservation »):

Données personnelles de notre client, ou le cas échéant, de ses employés, agents ou autres représentants et bénéficiaires effectifs.

Nous traitons les données suivantes de nos clients ou, si le client est une personne morale, nous pouvons traiter les données personnelles suivantes des employés, agents ou autres représentants du client : données de contact (noms/prénoms, numéros de téléphone/fax, adresses e-mail et postales), données contractuelles (noms/prénoms, signatures, factures, correspondance), informations du registre des entreprises, données patrimoniales (bilans, situation financière et solvabilité), données bancaires (coordonnées bancaires : BIC/IBAN, informations sur le titulaire du compte et informations sur les transferts d'argent) ; en ce qui concerne les dirigeants et les actionnaires (in-)directs : données de contact (noms/prénoms, numéros de téléphone/fax, adresses e-mail/postales, adresse permanente, copies d'identité (noms/prénoms, sexe, adresse, date/lieu de naissance, nationalité, numéro de carte d'identité et photo), statut de personne politiquement exposée (PPE) ou de parent ou proche d'une PPE (RCA), statut de bénéficiaire effectif ultime ou fictif) ; en ce qui concerne les employés avec autorisation de signature : Copies d'identité (prénom/nom de famille, sexe, adresse, date/lieu de naissance, couleur des nationalité, numéro de carte d'identité et photo).

Données personnelles des débiteurs de nos clients

Nous traitons les données personnelles suivantes des débiteurs de nos clients : données de contact (noms/prénoms, numéros de téléphone/fax, adresses e-mail/postales), correspondance, informations d'identification fiscale, données immobilières (situation financière et solvabilité), données bancaires (BIC/IBAN ; informations sur le titulaire du compte et informations sur les transferts d'argent), historique des paiements ; ou si le débiteur est une personne morale, les données personnelles des employés du débiteur : données de contact (noms/prénoms ; numéros de téléphone/fax ; adresses e-mail/postales) et correspondance.

Données personnelles de clients potentiels

Nous traitons les données personnelles suivantes de nos clients potentiels ou, si le client potentiel est une personne morale, nous sommes susceptibles de traiter les données personnelles suivantes des employés, agents ou autres représentants du client : données de contact (noms/prénoms, numéros de téléphone/fax, adresses e-mail/postales), informations du registre des entreprises, données patrimoniales (bilans, situation financière, biens immobiliers et solvabilité), données bancaires (coordonnées bancaires : BIC/IBAN, informations sur le titulaire du compte) ; en ce qui concerne les dirigeants et les actionnaires (in-)directs : données de contact (noms de famille/prénoms, numéros de téléphone/fax, adresses électroniques/postales), copies d'identité (noms/prénoms, sexe, adresse, date/lieu de naissance, nationalité, numéro de carte d'identité et photo), statut de personne politiquement exposée (PPE) ou de parent ou proche d'une PPE (RCA), statut de bénéficiaire effectif ultime ou fictif).

Données personnelles de prestataires de service

« Prestataire de services » comprend notamment les fournisseurs, les créanciers, les courtiers, les agences, les compagnies d'assurance-crédit commercial, les conseillers juridiques, les propriétaires, les experts-comptables et les prestataires de services informatiques. Nous traitons les données suivantes de nos prestataires de services, ou si le prestataire de services est une personne morale, nous pouvons traiter les données personnelles suivantes des employés du prestataire de services, données de contact (noms/prénoms, numéros de téléphone/fax, adresses e-mail/postales) ; données

contractuelles (noms/prénoms, signatures, factures, correspondance) ; données bancaires (BIC/IBAN, informations sur le titulaire du compte et informations sur les transferts d'argent) ; en ce qui concerne les responsables autorisés à signer : copies de pièces d'identité (noms/prénoms, sexe, adresse, date/lieu de naissance, nationalité, numéro de carte d'identité et photo), statut de personne politiquement exposée (PPE) ou de parent ou proche d'une PPE (RCA).

Visiteurs du Site internet

Lorsque vous visitez notre site internet <https://www.ca-leasingfactoring.be> (le « Site internet »), nous traitons les données suivantes : Des informations techniques, telles que des informations sur votre appareil, l'adresse IP, le type de navigateur, la localisation géographique, le système d'exploitation, les temps de réponse des pages, les erreurs de téléchargement ; des informations de navigation, telles que les localisateurs uniformes de ressources (URL), les chemins de navigation vers, à travers et depuis notre Site internet (y compris la date et l'heure) , les pages que vous avez consultées, le temps que vous avez passé sur certaines pages, les informations sur l'interaction des pages (telles que le défilement, les clics et les survols) et les méthodes utilisées pour quitter la page.

Personnes contactant CAL&F

Lorsque vous nous contactez en remplissant un formulaire de contact sur notre Site internet ou par courrier électronique, nous traitons votre demande et les informations relatives à l'identité que vous nous fournissez, telles que votre prénom, votre nom de famille, votre date de naissance ; Les coordonnées que vous nous fournissez, telles que votre adresse électronique, votre adresse postale, votre pays et votre numéro de téléphone (mobile) ; Le contenu de la communication, comme votre question ou votre plainte ; Les informations techniques de communication, comme le nom de la personne avec laquelle vous communiquez chez nous, la date et l'heure de la communication ou le numéro de téléphone utilisé pour appeler ; Vos préférences concernant la réception de nos communications par e-mail, comme les bulletins d'information, les promotions, les publicités, etc., si vous avez choisi de recevoir de telles communications ; et toute autre donnée personnelle que vous nous fournissez.

Remarque générale

Certaines données (mentionnées ci-dessus) sont collectées, traitées et utilisées dans le cadre d'obligations contractuelles, légales ou de surveillance bancaire (par exemple, de la Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)), y compris, sans s'y limiter, le Code monétaire et financier français, y compris la législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent, la législation fiscale français, la législation belge équivalente (pour remplir les obligations de contrôle et de rapport concernant les sanctions et les embargos, entre autres, pour prévenir la fraude et évaluer et gérer les risques au sein du groupe) ou les dispositions des conditions générales :

- *les données de contact comprennent les noms et prénoms, les numéros de téléphone et de télécopie, les adresses électroniques et postales, les historiques des contacts.*
- *les données contractuelles comprennent, sans s'y limiter, les noms et prénoms, les signatures, les données relatives aux débiteurs et les garanties*
- *les données d'authentification comprennent, sans s'y limiter, les copies de pièces d'identité (nom/prénom, adresse, date et lieu de naissance, nationalité, numéro de carte d'identité et photo), les spécimens de signature, les confirmations d'enregistrement, les adresses électroniques et les numéros de téléphone.*
- *les données patrimoniales comprennent, sans s'y limiter, les bilans, les données bancaires, les liquidités (situation financière), les biens et la solvabilité.*
- *les données bancaires comprennent, sans s'y limiter, les coordonnées bancaires : BIC/IBAN ; les informations sur le titulaire du compte ; et les informations sur les transferts d'argent.*

2. Base légale de traitement, finalité, conservation

Nous collectons vos données aux fins ci-dessous et traitons ces données sur base des bases légales suivantes :

Données du client ou du prestataire de services (ou de ses employés ou représentants)

- Sur la base légale de **l'exécution du contrat** ou des dispositions précontractuelles prises à la demande du prospect ou du client : gestion de la clientèle, examen et octroi de crédit, ou évaluation et gestion des risques. Lorsque la personne concernée agit pour le compte d'un client personne morale, le traitement est réalisé sur la base légale de **l'intérêt légitime** de CAL&F à conclure le contrat avec le client personne morale. Les données personnelles peuvent être conservées pendant une période maximale de cinq (5) ans à compter de la fin de la relation commerciale.
- Sur la base légale de **l'exécution du contrat** : la mise en œuvre et la gestion du contrat, ainsi que la gestion des demandes de la personne concernée et des produits et services auxquels la personne concernée souscrit. Lorsque la personne concernée agit pour le compte d'un client ou d'un prestataire de services qui est une personne morale, le traitement est entrepris sur la base légale de **l'intérêt légitime** de CAL&F à conclure le contrat avec le client qui est une personne morale et à assurer la bonne exécution du contrat entre le client et CAL&F. Les données personnelles peuvent être conservées pour une durée maximale de cinq (5) ans à compter de la fin de la relation commerciale ou, le cas échéant, de la fin de la collecte.
- Sur la base légale de nos **intérêts légitimes** à pouvoir promouvoir nos services et produits, ou, lorsque cela est nécessaire, votre **consentement** : vous envoyer des promotions et des bulletins d'information concernant nos services et produits par e-mail. Lorsque notre traitement est fondé sur nos intérêts légitimes ou sur le consentement, vous pourrez respectivement vous opposer à notre traitement ou révoquer votre consentement dans chaque e-mail.

Données de débiteurs

- Sur la base légale de **l'exécution du contrat** : pour l'exécution de la créance, CAL&F traitera les données des débiteurs du client. Les données personnelles pourront être conservées pour une durée maximale de douze (12) mois à compter de la date de remboursement intégral de la dette.
- Sur la base légale de **l'intérêt légitime** : L'intérêt légitime de CAL&F est de déterminer si elle souhaite acheter une certaine dette/créance de son client contre l'un de ses débiteurs, de recouvrer ces créances/dettes ou d'intenter une action en justice pour protéger ses intérêts ou ceux de ses clients et d'effectuer les services d'affacturage convenus avec les clients. Les données personnelles peuvent être conservées pendant une période maximale de douze (12) mois à compter de la date de remboursement intégral de la dette.

Données personnelles des clients potentiels

- Sur la base légale de **l'intérêt légitime**, ou, lorsque cela est nécessaire, sur la base de votre **consentement** : prospection commerciale, réalisation d'événements marketing et de campagnes publicitaires, sondages d'opinion et enquêtes de satisfaction et études statistiques. L'intérêt légitime de CAL&F est à la fois de présenter ses offres et promotions existantes et nouvelles à ses clients et partenaires et de mesurer et obtenir leur satisfaction, tout en améliorant ses produits et services. Les données personnelles peuvent être conservées pendant une période maximale de trois (3) ans à compter de la fin de la relation commerciale.
- Conformément à la législation en vigueur, sur la base légale du **consentement** : prospection commerciale auprès des clients, prospects et partenaires sur les services et produits de CAL&F ou de Crédit Agricole Leasing & Factoring par voie électronique, telle que par courriel. Les

données personnelles peuvent être conservées pour une durée maximale de trois (3) ans à compter de la fin de la relation commerciale.

Visiteurs du Site internet

- Sur la base légale du **consentement** : Nous traitons vos données personnelles pour effectuer des analyses statistiques afin d'améliorer notre Site internet, notre publicité, nos produits et services ou pour développer de nouveaux produits et services.
- Sur la base légale de notre **intérêt légitime** à détecter tout danger ou menace pour la sécurité ou l'intégrité de notre Site Internet ou d'autres canaux de communication ou de l'un de nos systèmes informatiques, de nos partenaires sélectionnés ou de tiers en raison de virus, de chevaux de Troie, de logiciels espions, de logiciels malveillants ou de toute autre forme de code malveillant.

Personnes qui contactent CAL&F

- Sur la base légale de notre intérêt légitime pour pouvoir traiter votre demande ou votre question et pour pouvoir vous répondre.

Pour toutes les catégories de personnes concernées

- Sur la base d'une **obligation légale** : détection des actions menées dans le cadre des activités présentant une anomalie, une incohérence ou ayant été signalées comme pouvant provenir d'une fraude. Les données personnelles peuvent être conservées pour une durée maximale de cinq (5) ans en cas de fraude avérée, et de douze (12) mois dans le cas contraire.
- Sur la base d'une **obligation légale** : le respect de nos obligations légales, en particulier la législation européenne et nationale en vigueur en matière de prévention de la corruption, du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, ainsi que des sanctions financières nationales et internationales. À cette fin, le traitement des données est entrepris tout au long de la relation d'affaires pour permettre la vérification des clients, actionnaires, administrateurs, bénéficiaires effectifs, partenaires et fournisseurs par rapport aux listes internationales, ainsi que la supervision des transactions entreprises ; et pour se conformer à toute demande raisonnable des fonctionnaires ou représentants compétents des services de police, des autorités judiciaires, des agences ou organismes gouvernementaux, y compris les autorités compétentes en matière de protection des données. Les données des débiteurs du client peuvent également être traitées à cette fin sur cette base légale. Les données personnelles collectées à cette fin peuvent être conservées pendant une période maximale de cinq (5) ans à compter de la fin de la relation d'affaires ou, le cas échéant, de la fin de toute procédure judiciaire. Sur la base légale de l'**intérêt légitime** : le respect des règles actuelles de l'OFAC (Office of Foreign Assets Control) en matière de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, et des sanctions financières internationales. À cette fin, le traitement des données est effectué tout au long de la relation d'affaires pour permettre la vérification des clients, actionnaires, administrateurs, bénéficiaires effectifs, partenaires et fournisseurs par rapport aux listes internationales, ainsi que la supervision des transactions effectuées. Les données des débiteurs des clients peuvent également être traitées à cette fin sur cette base légale. L'intérêt légitime de CAL&F et de Crédit Agricole Leasing & Factoring est de soutenir les programmes de conformité à la législation internationale sur les sanctions. Les données personnelles collectées à cette fin peuvent être conservées pendant une période maximale de cinq (5) ans à compter de la fin de la relation d'affaires ou, le cas échéant, de la fin de toute procédure judiciaire.

Enfin, les données personnelles peuvent être conservées pendant des périodes plus longues que celles indiquées ci-dessus, conformément à la législation applicable (voir ci-dessous la rubrique « Délais d'effacement des données »).

Veillez noter qu'il est impossible de se conformer à certaines lois ou de remplir certaines obligations sans disposer de certaines données.

3. Destinataires/catégories de destinataires des données

Pour les finalités exposées ci-dessus, CAL&F peut être amenée à communiquer des données personnelles à toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de partage de ressources ou de rapprochement de sociétés du groupe, ainsi qu'à des sous-traitants, notamment ceux contribuant à l'offre de produits financiers, dans la limite de ce qui est nécessaire à la réalisation des finalités exposées ci-dessus.

De même, aux fins exposées ci-dessus et toujours dans le respect des lois applicables en matière de protection des données, CAL&F peut être amenée à communiquer des données personnelles à des tiers garantissant le financement des services d'affacturage, à des banques coopérantes aux fins de la gestion, de la mise en œuvre et du suivi des comptes de CAL&F sur lesquels les débiteurs peuvent s'acquitter de leurs dettes (également appelés Compte de recouvrement) ; les tiers qui nous assistent dans le recouvrement des créances/dettes, les agences de crédit, les avocats, les notaires, les liquidateurs, les compagnies d'assurance (dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution du contrat) et les organismes publics qui reçoivent ou peuvent demander des données personnelles sur la base de dispositions légales (tels que l'administration fiscale, les organismes de sécurité sociale, les autorités de surveillance et les autorités de poursuite des infractions).

En outre, nous pouvons confier à des sous-traitants (prestataires de services) la tâche de traiter les données sur la base de dispositions légales valables, ce qui inclut notamment les services informatiques, d'impression, de télécommunication et de conseil.

4. Pays tiers

En raison de la dimension internationale du Groupe Crédit Agricole et des mesures prises pour assurer l'utilisation des outils informatiques et la sécurité des réseaux et des transactions informatiques, ainsi que dans le cadre du partage des ressources, des opérations de maintenance informatique et de la gestion opérationnelle, les traitements visés ci-dessus peuvent impliquer le transfert de données personnelles vers des pays non membres de l'Espace Economique Européen, dont la législation en matière de protection des données personnelles est différente.

Dans ce cas, un cadre détaillé et rigoureux, conforme aux modèles adoptés par la Commission européenne, ainsi que des mesures de sécurité appropriées, assureront la protection des données personnelles transférées.

Les traitements sont susceptibles d'être effectués par des sous-traitants situés au Royaume-Uni (enquêtes de satisfaction), au Maroc (centre de services de développement et de maintenance informatique) ou à l'île Maurice (recouvrement de créances) et sont couverts par des clauses contractuelles types de la Commission européenne, qui peuvent être obtenues selon les mêmes procédures que celles prévues pour l'exercice de vos droits, comme indiqué ci-dessous, et des garanties supplémentaires si nécessaire.

5. Délais d'effacement des données

Nous conservons généralement les données personnelles pendant les périodes indiquées ci-dessus. En outre, nous nous conformons à toutes les obligations légales concernant la conservation des données et autres documents pendant une période donnée et nous effaçons ou anonymisons les données à l'issue des délais de conservation légaux ou déterminés applicables. Les délais légaux dépendent, entre autres, du Code de commerce français, du Code civil français, du Code monétaire et

financier français, y compris la législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent, de la législation fiscale française et de toute législation belge équivalente et applicable. Les délais qui y sont mentionnés sont de 10 ans maximum, mais les délais de droit civil peuvent aller jusqu'à 30 ans. Si les données ne sont pas concernées, elles seront effacées dès que la finalité n'existera plus et que nous remplirons l'obligation de minimisation des données.

6. Vos droits en rapport avec le traitement des données (articles 15-21 du Règlement Général sur la Protection des Données de l'Union européenne) :

Ci-dessous, nous exposons les droits dont disposent les personnes concernées en vertu du RGPD. Si vous souhaitez invoquer l'un de ces droits, veuillez contacter le Délégué à la Protection des Données de CAL&F (voir les coordonnées ci-dessus).

Droit d'accès, de rectification et d'information et droit de retrait du consentement.

Vous pouvez demander l'accès aux données traitées par CAL&F. En cas de modification de vos données, vous pouvez demander la rectification de vos données. Vous avez également le droit d'obtenir que les données incomplètes soient complétées. Si nous avons transmis vos données à des tiers, nous veillons à ce que vos données soient corrigées/complétées là aussi (dans le respect des dispositions légales).

Lorsque le traitement a pour base légale le consentement, la personne concernée peut retirer son consentement sans que cela n'affecte la licéité du traitement fondé sur le consentement donné avant son retrait.

Droit à l'effacement des données personnelles

Vous pouvez demander l'effacement de vos données personnelles :

- si les données personnelles ne sont plus nécessaires pour la finalité de la collecte de données.
- si CAL&F traite vos données personnelles sur base de votre consentement et que vous révoquez votre consentement ou si aucune base légale justifiant le traitement de données n'existe ou dans l'absence d'intérêts majeurs dignes de protection.
- si les données ont été traitées de manière illicite ; ou
- si les données doivent être effacées en raison d'exigences légales.

Veuillez noter à ce propos que le droit à l'effacement peut éventuellement dépendre de l'existence d'une raison rendant nécessaire la poursuite du traitement des données (par exemple, le respect des obligations de conservation légales).

Droit à la limitation du traitement des données

Vous pouvez demander la limitation du traitement de vos données personnelles si :

- vous contestez l'exactitude de nos données personnelles et nous enquêtons pour savoir si elles sont correctes ;
- le traitement des données est illégal et vous préférez la restriction à l'effacement ;
- les données ne sont plus nécessaires mais sont nécessaires à la contestation d'un droit en justice ;
- en cas d'opposition au traitement des données. Dans ce cas, le traitement des données est limité jusqu'à ce que nous déterminions si vos intérêts prévalent dans le cadre du traitement de données.

Il est précisé que l'exercice de certains de ces droits peut conduire CAL&F à ne pas être en mesure, au cas par cas, de fournir le produit ou le service attendu.

Droit à la portabilité des données

Vous avez le droit de recevoir les données personnelles que vous nous avez fournies dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et de nous demander de fournir ces données personnelles à un tiers si :

- le traitement de vos données personnelles est basé sur le consentement ou l'exécution d'un contrat ;
- les données personnelles sont traitées de manière automatisée.

Droit d'introduire une réclamation (à l'encontre de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.)

Dans l'hypothèse où vous auriez une réclamation à faire valoir, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. ou l'autorité de protection des données compétente.

Autorité compétente en France :

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 Paris Cedex 07
France

Tel.: +33 (0)1 53 73 22 22
presse@cnil.fr, <https://www.cnil.fr/en/contact-us>

Sous réserve de modifications des coordonnées de l'autorité compétente. Les coordonnées à jour peuvent être trouvées sur la page d'accueil de l'autorité.

Droit d'introduire une réclamation (à l'encontre de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A - Belgium Branch)

En cas de réclamation de votre part, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. ou l'autorité de protection des données compétente.

Autorité compétente pour la Belgique :

Autorité de protection des données
Rue de la Presse, 35
1000 Bruxelles
Belgique

Tél. +32 (0) 2 274 48 00
Fax +32 (0) 2 274 48 35

E-mail : contact@apd-gba.be
Site internet : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be>

Sous réserve de modifications des coordonnées de l'autorité compétente. Les coordonnées à jour peuvent être trouvées sur la page d'accueil de l'autorité. Vous pouvez, bien entendu, adresser également votre réclamation à l'autorité de protection des données compétente.

Droit d'opposition au traitement des données

Si nous traitons vos données personnelles sur la base de nos intérêts légitimes (en vertu de l'art. 6(1), f) du RGPD, vous avez le droit de vous opposer au traitement de vos données personnelles à tout moment si cela est justifié en raison de votre situation particulière ; et si nous traitons vos données personnelles à des fins de marketing direct, vous avez le droit de vous opposer au traitement de vos données personnelles à tout moment sans avoir à fournir de justification ; cela s'applique également au profilage au sens de l'art. 4, 4) du RGPD.

Si vous opposez au traitement de vos données personnelles, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. ne traitera plus de données personnelles, à moins qu'il existe des intérêts dignes de protection pour CAL&F qui rendent nécessaire le traitement des données et qui prévalent sur vos intérêts ou que les données sont nécessaires à l'exercice, à la constatation ou à la défense de droits en justice.

En cas d'opposition, veuillez contacter sans tarder le Délégué à la Protection des Données de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. **(les coordonnées figurent sur le dessus de la présente Politique de vie privée).**

L'opposition n'est pas sujette à des conditions de forme.

7. Modification de notre Politique de vie privée

Nous nous réservons le droit d'adapter au besoin la présente Politique de vie privée de manière à ce que celle-ci soit toujours conforme aux exigences légales actuelles ou afin qu'elle soit ajustée aux changements qui interviennent dans nos services. La version actuelle et à jour de cette Politique de vie privée peut être consultée à tout moment sur le site Internet de CAL&F : <https://www.ca-leasingfactoring.be/nl-BE/privacy-statement-for-all-clients-and-business-partners-be.html>